

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

"Paix" au Kosovo

**Les ouvriers
paient la note
des massacres
de la
bourgeoisie**

Rappelons-nous. Au mois de juin, après s'être vautrée durant deux mois dans la guerre impérialiste sous le prétexte de la cause "humanitaire", la bourgeoisie occidentale s'est flattée avec ostentation de sa "victoire" sur Milosevic, une "éclatante" victoire de la "démocratie". Dans leur élan, les prétendus alliés de la coalition anti-Milosevic se précipitaient pour oeuvrer à l'instauration de la "paix" et à la construction d'un Kosovo "indépendant et démocratique". Tout un programme superbe, qui n'a d'égal que l'inanité de sa réalisation. On voit d'emblée ce qu'il vaut. La région est devenue l'une des plus militarisée du monde. Les grandes puissances s'y font face, promptes à s'appuyer chacune sur leurs pitbulls respectifs, milices ou bandes armées locales à leur solde, pour régler leurs comptes. Quant aux dividendes de la paix, il faut en juger sur pièce : avant l'intervention militaire, c'était les Kosovars qui étaient massacrés, depuis longtemps d'ailleurs sans que cela émeuve pour autant les grandes puissances jusqu'au jour où certaines s'en sont servies comme prétexte à une intervention militaire ; aujourd'hui, ce sont les Serbes, placés sous la "protection" de la KFOR, "force de maintien de la paix" de l'ONU qui font l'objet de représailles. 160 000 d'entre eux ont dû fuir le Kosovo depuis la fin des bombardements de l'OTAN, à mesure que les contingents "alliés" s'installaient. La tension entre les deux communautés ne cesse de s'accroître, alimentée et excitée par les différentes cliques guerrières aux ordres de leurs parrains respectifs.

Rappelons-nous à présent les cris d'orfraie de la bourgeoisie occidentale mettant à jour les charniers, oeuvre de la sauvagerie des volontaires de l'armée et des membres des milices serbes. Pour aussi immonde que soit cet énième fait d'arme du nationalisme, les grandes démocraties occidentales sont vraiment mal placées pour le dénoncer (les milices serbes de Karadzic, responsables des opérations de nettoyage ethnique menées en Bosnie, n'étaient-elles pas en sous-main soutenues par la France !). Depuis l'éclatement de la guerre en Yougoslavie au début des années 90, les grandes puissances n'ont pas cessé d'encourager, au service de la défense de leur influence dans la région, la renaissance d'antagonismes ethniques séculaires. Mais une telle complaisance à étaler l'horreur de la guerre, de la part de bourgeoisies dont les armes sont encore fumantes des milliers de bombardements qu'elles viennent de commettre, est particulièrement révélatrice de leur cynisme. Elle a au moins deux objectifs. En premier lieu, justifier à nouveau, une intervention militaire dont le mobile annoncé, permettre le retour des réfugiés kosovars, risquait de ne

35 HEURES, HAUSSE D'IMPÔTS, ÉCONOMIES SUR LA SANTÉ ET LES RETRAITES...

Le gouvernement de gauche attaque massivement la classe ouvrière

À côté des 35 heures (voir article p.5), le gouvernement de la "gauche plurielle" porte la responsabilité d'autres attaques d'envergure contre la classe ouvrière.

Il aura profité, encore une fois, de la période des congés d'été pour prendre une série de mesures qui traduisent une forte accélération de ces attaques massives tous azimuts, en dehors même de l'augmentation des taxes indirectes (comme le tarif de l'essence).

Tout d'abord, l'énorme battage qu'il fait sur ses promesses d'allègements fiscaux... pour l'an 2000 (concernant la CSG ou la TVA sur certains produits très particuliers) sert à faire avaler la pilule de la forte hausse concrètement enregistrée au niveau des feuilles d'impôts sur les revenus déclarés pour 1998, reçues fin août. Cette augmentation d'impôts, qui varie pour la plupart des familles ouvrières entre 5 et 10%, n'est nullement liée à une progression des salaires, comme les mensonges des médias voudraient le faire croire,

mais elle est due à la suppression de nombreuses déductions fiscales et aux plafonnements d'autres abattements comme le quotient familial ou les pensions alimentaires. Et surtout, ce que cherche à occulter le gouvernement sur cette nouvelle hausse des prélèvements obligatoires, c'est qu'elle est destinée à faire payer en catimini une partie du coût de l'engagement militaire national au Kosovo.

C'est ensuite la baisse du taux d'intérêt des livrets d'épargne populaire (fixé désormais à un dérisoire 2,25% contre 3% auparavant) qui touche des millions de foyers de prolétaires. Ces derniers se voient poussés à abandonner ce traditionnel "bas de laine" destiné à subvenir aux besoins de leurs familles pour investir leurs maigres économies dans des actions en Bourse, les exposant ainsi à devenir les premières victimes des convulsions financières et spéculatives du capitalisme en crise.

D'autre part, les "tests d'effica-

cité" récemment pratiqués sur un millier de médicaments vont permettre au gouvernement de généraliser cette "vérification" à sa façon au nom de la "protection de la santé publique". Leur seul but est de baisser les taux de remboursements de la sécurité sociale et des mutuelles sur une grande partie de la pharmacopée, au moment où se développe une nouvelle campagne sur le déficit des "dépenses de santé" et où le contrôle des frais médicaux s'intensifie, ainsi que la fermeture des hôpitaux et des unités de soin jugées non rentables.

De même, il a encouragé la signature d'un accord entre patronat et syndicats sur les mises en préretraite à 55 ans dans la métallurgie, immédiatement applicable à 35 000 salariés de l'automobile. Ce "modèle", réservé en priorité aux "travailleurs usés" (par le travail "posté" ou en continu) et à ceux qui ont des "difficultés particulières d'adaptation aux nouvelles technologies", selon le cynique euphémisme de nos exploiters pour désigner les ouvriers jugés insuffisamment rentables, est présenté comme devant être rapidement étendu à tous les autres secteurs industriels, à commencer par la sidérurgie, la chimie et les travaux publics. Cette "réforme" se traduit concrètement par une attaque à double détente : elle ampute les salaires puisque les préretraités concernés seront payés moins que dans le passé, du fait que l'Etat limite sa participation financière au régime et qu'il indexe le

montant des préretraites sur un seuil plafonné. Et surtout, les salariés concernés n'auront pas accès à une retraite à taux plein avant l'âge de 65 ans. En même temps, elle sert à compléter l'attaque sur les 35 heures en élargissant le champ de la flexibilité du travail. Dans la mesure où ces préretraites sont considérées comme des "cessations progressives d'activité", le contrat de travail est seulement suspendu et, entre 55 et 57 ans, l'ouvrier est amené au gré de son employeur à assurer des "périodes de travail" sous-payées.

En même temps, le gouvernement continue à préparer activement l'annonce de sa "réforme" générale sur les retraites prévue pour la fin de l'année, notamment en visant l'abolition des "régimes spéciaux" dans les services publics comme chez les fonctionnaires. Quant aux "restructurations" en cours dans toute la fonction publique, relayées par le matraquage incessant de la campagne idéologique assurant qu'il y a "trop de fonctionnaires", elles servent d'ores et déjà d'alibi à la multiplication actuelle des suppressions de postes ou de services assurées par l'Etat-patron.

Voilà quelle est le contenu réel de l'action de ce gouvernement "de gauche" qui s'efforce encore de présenter à la moindre occasion ses attaques comme autant de mesures "en faveur d'une plus grande justice sociale".

CB (28 août)

Dans ce numéro

Milieu politique prolétarien : La série de réunions publiques de Cajo Brendel en Allemagne	p. 2
Conflits impérialistes : Après la "paix" au Kosovo, une accélération des tensions guerrières dans le monde	p. 3
Tremblement de terre en Turquie : La catastrophe, c'est le capitalisme	p. 3
Kouchner : Un serviteur zélé de l'impérialisme français	p. 3
Taxe Tobin : Une fausse réponse à la crise du capitalisme, une vraie mystification antiouvrière	p. 4
Deuxième loi sur les 35 heures	p. 5
La Sainte-Famille du "socialisme à la française"	p. 5
Courrier des lecteurs : A nouveau sur la nature de classe du trotskisme	p. 6
La gauche au gouvernement : Une stratégie de la bourgeoisie contre la classe ouvrière	p. 8

(SUITE PAGE 2)

La série de réunions publiques organisée par Cajo Brendel en Allemagne : un événement significatif

En novembre 1998, Cajo Brendel, le dernier représentant encore vivant de la Gauche germano-hollandaise, a tenu une série de réunions de discussions publiques en Allemagne. A Berlin, il a organisé trois soirées de discussions : sur la position des communistes de conseils sur la révolution russe et le bolchévisme, sur les luttes en Espagne dans les années 30 ainsi que sur les perspectives du siècle prochain. Mais il est également intervenu à Dresde et à Cologne. 50 à 100 personnes ont parti-

cipé à ces réunions - un nombre très important quand on pense au mal que se donne la classe dominante depuis toujours pour taire la simple existence du communisme de gauche. Le CCI a lui aussi participé aux deux premières réunions à Berlin ainsi qu'à une autre tenue à Cologne. L'intervention de Cajo Brendel a permis qu'un nombre important d'éléments politisés découvre ou connaisse mieux les positions de la Gauche communiste.

Brendel défend des positions révolutionnaires

A travers ses exposés et ses contributions aux discussions, Cajo Brendel a prouvé à notre avis que les prises de position "classiques" de la Gauche germano-hollandaise n'ont pas perdu de leur actualité, même si, comme Cajo l'a affirmé après Marx, "notre théorie n'est pas un dogme mais un fil directeur pour l'action". Tout comme l'avait fait depuis longtemps ce que l'on a appelé "l'école hollandaise du marxisme" animée entre autres par Anton Pannekoek et Hermann Gorter, le camarade Brendel a dénoncé le caractère bourgeois du parlementarisme, des syndicats, de la social-démocratie mais aussi le carac-

tère capitaliste d'Etat de l'ex-bloc de l'Est. Et, tandis que les courants capitalistes d'Etat comme le stalinisme ou le trotskisme saluent le nouveau gouvernement allemand "Rouge-Vert" comme un progrès pour la classe ouvrière, Brendel a démontré la nature profondément antiouvrière de ce gouvernement.

A l'égard du "volontarisme" redevenu à la mode aujourd'hui, Brendel a expliqué que vouloir la révolution ne suffit pas pour pouvoir faire effectivement la révolution. La révolution présuppose la crise économique et sociale objective du système (...)

La compréhension du 20e siècle et la question du déterminisme

Les positions de Cajo Brendel ont entraîné des discussions controversées. Cela est d'ailleurs dans son esprit. La question de l'intégration des grands événements du 20e siècle dans une compréhension globale de la période historique, du rapport de forces entre les classes a été soulevée. Pour Brendel, une révolution prolétarienne victorieuse en Espagne à l'époque n'était pas possible avant tout du fait qu'il n'y avait pas encore de capitalisme moderne en Espagne. Pour une présentation détaillée de la position de Brendel sur l'Espagne, se reporter à sa brochure (écrite en commun avec Henri Simon) *De l'antifranquisme à l'après-franquisme : illusions politiques et lutte de classes* (Éditions Spartacus).

Pour Cajo Brendel, il existe certains parallèles entre l'Espagne des années 30 et la Russie de 1917 : il s'agit dans les deux cas de révolutions bourgeoises.

Un participant fit remarquer que l'Espagne des années 30 était encore un pays essentiellement agraire mais que l'agriculture tout comme l'industrie fonctionnaient sur des bases capitalistes. La principale critique à la conception de Brendel, pour qui c'était encore la révolution bourgeoise qui était à l'ordre du jour à l'époque en Espagne, a été adressée par les anciens camarades du groupe "La révolution sociale n'est pas une affaire de parti" (fondé en Allemagne après 1968, ce groupe fut en son temps la première organisation communiste de Gauche, même si elle eut une existence éphémère). Ces camarades déclarent que Cajo Brendel considérait les événements trop pris en eux-mêmes, isolément du cadre international et historique. La question de pourquoi les luttes ouvrières en Espagne n'avaient pas fait surgir de conseils ouvriers et devaient finir dans la défaite ne pouvait être expliquée que par la situation internationale. Les conseils ouvriers en Russie, en Allemagne et en Europe centrale à la fin de la Première Guerre mondiale, argumentèrent les camarades, ont prouvé que la révolution mon-

diale était à l'ordre du jour, non pas localement mais au niveau mondial.

Les camarades de Berlin ont soumis la position de Brendel à une seconde critique importante : le fait que les luttes révolutionnaires se soient terminées sur une défaite ne constitue pas en soi la preuve que la révolution prolétarienne n'est pas à l'ordre du jour de l'histoire. Il ne peut pas y avoir de révolution prolétarienne sans que les conditions objectives soient mûres pour qu'elle se produise. Mais les conditions objectives à elles seules ne suffisent pas pour que la révolution puisse vaincre. En sous-estimant la question du développement révolutionnaire de la conscience de classe au sein de la classe ouvrière - conscience qui en 1917-18 montre une tendance à l'ascendance pour plus tard clairement refluer (raison pour laquelle les ouvriers espagnols peuvent relativement facilement être mobilisés pour la défense de la démocratie bourgeoise) - Cajo Brendel se trouve, à notre avis, victime d'une conception déterministe.

Lors de cette réunion publique, le CCI s'est déclaré en accord avec les anciens camarades de "Révolution Sociale". En effet, la branche communiste de conseils de la Gauche communiste, telle qu'elle est défendue par Cajo Brendel, déjà sur la question de la révolution russe retombe dans la vieille conception de Kautsky et des mencheviks selon laquelle, en raison de l'état d'arriération de la Russie en 1917, c'était exclusivement la révolution bourgeoise qui se trouvait à l'ordre du jour. Mais, à cette époque, tous les révolutionnaires, aussi bien Lénine, Luxembourg, Bordiga que Pannekoek, savaient qu'une seule révolution était possible, la révolution prolétarienne mondiale.

Lors de la réunion publique "Communisme de conseils contre bolchevisme" tenue à Berlin, un participant a critiqué à juste raison la théorie de "l'effondrement du capitalisme" qui, dans les années 20, a poussé une partie de la Gauche germano-hollandaise à attendre une défaillance ou une paralysie

objectives et soudaines de l'activité économique capitaliste d'une telle ampleur que le prolétariat se trouverait quasi-contraint d'accomplir la révolution.

Les événements d'Espagne et la décadence du capitalisme

L'intervention du CCI lors de la réunion publique dédiée à l'Espagne s'est concentrée sur la défense de l'attitude des communistes de gauche italiens et hollandais face aux événements de l'époque. Aussi bien la Fraction italienne à l'étranger avec la revue *Bilan* que le Groupe Internationaler Kommunisten (GIK, Groupe des communistes internationaux) aux Pays-Bas expliquaient que les fascistes de Franco et le Front populaire de la gauche bourgeoise étaient pareillement des ennemis du prolétariat, qu'à cette occasion la contribution des stalinien et des anarchistes de la CNT à la défaite de la classe ouvrière avait été fondamentale. *Bilan* et le GIK s'accordaient sur le fait que ce n'était plus la révolution bourgeoise qui se trouvait à l'ordre du jour mais bien la contre-révolution bourgeoise. Mais même le groupe de l'époque de Cajo Brendel, qui publiait la revue *Proletarier* à La Haye, refusa strictement de soutenir le front populaire antifasciste. Ainsi étaient jetés les fondements politiques de la défense de l'internationalisme prolétarien - dans la continuité de Lénine, Liebknecht et Luxembourg - par la Gauche communiste dans la Seconde Guerre mondiale. Nous avons demandé à Cajo Brendel de prendre position sur notre présentation

La question de la conscience de classe

Lors de la réunion publique consacrée au conseilisme et au bolchevisme, Brendel fut confronté à une vive opposition avec son affirmation que plus les ouvriers deviennent conscients, plus ils s'éloignent de leurs intérêts matériels. De telles observations témoignent, de notre point de vue, de combien le communisme de conseils actuel s'est éloigné de l'attitude fondamentale de Pannekoek pour qui la conscience de classe et l'auto-organisation constituent les seules armes de la classe ouvrière.

Un bilan positif

De notre point de vue, le bilan de la tournée de réunions publiques de Brendel est positif. Elle a réussi à faire connaître l'existence et à propager les positions des Gauches communistes dans un public plus large. De plus, une image authentique de la discussion prolétarienne a été donnée dans ces réunions, aux antipodes de la politique stalinienne et trotskiste de la manoeuvre et de sabotage des débats. Cajo Brendel, le CCI et d'anciens membres de "Révolution sociale", tout comme d'autres sympathisants du milieu politique prolétarien, ont été capables de défendre en commun les positions de la Gauche communiste. L'attitude de Cajo Brendel dans la discussion était ouverte, polémique, fraternelle et ainsi profitable à la clarification politique.

Les réunions publiques n'ont pas seulement été un lieu de clarification, mais également un lieu de combat politique. La classe dominante a attentivement suivi la tournée de Brendel en Allemagne et s'y était préparée. Les représentants de l'aile gauche du capital (les partis capitalistes d'Etat de gauche et les syndicats) sont apparus nombreux, mais la plupart du temps ne sont pas intervenus ouvertement sous leur dra-

Cette conception sous-estimait également le facteur objectif de la conscience de classe.

de l'attitude des communistes de gauche. Il répondit, sans entrer dans les détails, en affirmant que le point de départ de ces courants n'avait pas été le combat contre les deux fronts mais la question de comment pouvoir combattre le plus efficacement le fascisme. Dans une lettre où il prend position sur le premier projet de cet article relatant sa visite en Allemagne, Cajo Brendel précise son attitude concernant le rôle des anarchistes en Espagne : "Ce n'est pas la CNT qui a abandonné la classe ouvrière mais quelques ministres anarcho-syndicalistes."

De ce fait l'attitude actuelle de Brendel représente à nos yeux un recul, non seulement par rapport au GIK mais également par rapport à sa propre position de l'époque. Pour nous, cette faiblesse politique est liée au rejet de la théorie de la décadence. Lorsqu'en 1919, l'Internationale Communiste fut fondée, tous les marxistes partageaient la conception que le capitalisme était entré dans sa phase de déclin depuis 1914. Avec la victoire de la contre-révolution, et surtout après la Seconde Guerre mondiale, une partie des communistes de gauche - aussi bien les "bordiguistes" que les "communistes de conseils" - abandonnèrent la théorie de la décadence.

Et, tandis que la Gauche germano-hollandaise de la première heure soutenait avec passion la nécessité de l'intervention organisée et centralisée des révolutionnaires, la conception contemporaine du communisme de conseils en revient à considérer que la conscience de classe n'apparaît et ne se développe qu'au niveau local et immédiat dans les luttes quotidiennes (1). De ce fait, l'unification des révolutionnaires dans une organisation particulière, si elle n'est pas exclue, est cependant dédaignée.

peau bourgeois.

Au lieu de cela, ils ont tout fait pour empêcher les discussions sur la signification historique et les positions politiques de la Gauche communiste en détournant l'attention sur les erreurs du communisme de conseils d'aujourd'hui. Ce fait détermina l'ensemble de l'intervention de notre organisation. Il existe sans doute de nombreuses divergences entre le CCI et le groupe *Daad en Gedachte* dont nous avons publiquement débattu dans le passé et dont nous débattons encore dans l'avenir. Cependant, il s'agit ici de tout autre chose : de la proclamation et de la défense en commun de notre héritage politique commun. Pour nous, Cajo Brendel est une partie du milieu politique prolétarien et ainsi un camarade du camp du communisme de gauche. Il s'agit de combattre en commun les tentatives d'étouffement par la bourgeoisie, ses attaques et ses calomnies. Il s'agissait aussi pour nous d'empêcher que la bourgeoisie ne s'empare de cette tradition pour la dénaturer et l'émasculer. Justement, la bourgeoisie allemande trouve intérêt à présenter la Gauche germano-hollandaise comme une curiosité radicale du passé, comme quelque chose

d'académique ou à reléguer au musée, tentant de lui faire prendre place dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

La classe dominante a dernièrement désigné la Gauche communiste comme son ennemi politique principal. Il y a seulement peu d'années de grands quotidiens européens comme *Le Monde* ou la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* ont couvert de pleines pages de calomnies sur Amadeo Bordiga pour son attitude internationaliste dans la Seconde Guerre mondiale. En effet, maintenir bien haut l'internationalisme lors de la guerre civile espagnole et dans la Seconde Guerre mondiale, tandis que l'anarchisme et le trotskisme trahissaient la cause du prolétariat, forme la caractéristique primordiale et commune de notre tradition - qu'il s'agisse de la Gauche communiste "hollandaise", "italienne" ou encore "française".

Et effectivement, comme les événements en Irak et dans les Balkans le confirment, nous traversons la période de l'enfoncement accéléré du capitalisme dans le militarisme et la guerre. Comme toujours en de telles périodes, les "camarades sans patrie", les internationalistes prolétariens conséquents se montrent comme étant les ennemis les plus dangereux de la bourgeoisie. Nous en sommes fiers.

D'après *Weltrevolution* n°92 (organe du CCI en Allemagne)

(1) Nous avons soumis le projet de cet article au camarade Brendel pour qu'il puisse examiner l'exactitude de la restitution de SA position. Il s'agissait à cet égard pour nous surtout d'écartier tout malentendu pour que le débat ouvert ne se trouve pas dévié par des méprises. Pour ce qui concerne sa position vis-à-vis de la question de la conscience de classe lors de cette tournée de réunions publiques, le camarade Brendel nous écrit : "Que la question de la conscience de classe révolutionnaire au sein de la classe ouvrière a été omise est vraiment ridicule. J'en ai discuté le premier soir avec l'une des jeunes femmes présentes. Je l'ai encore abordée un autre soir. Peut-être que les gens du CCI n'étaient justement pas présents. Mais... pour cause d'absence (de temps à autres !) on doit naturellement se garder de telles affirmations."

"PAIX" AU KOSOVO...

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

létariat sur les questions suivantes en particulier :

- c'est la classe ouvrière essentielle qui va supporter le coût de la guerre, à travers une accentuation des attaques de tous ordres ;
- la guerre "humanitaire" dans les Balkans, n'est autre que l'expression de tensions impérialistes croissantes entre tous les pays et entre les grandes puissances en particulier ;
- seule la classe ouvrière, par ses luttes, peut immobiliser le bras meurtrier de la bourgeoisie.

L'enfoncement dans la crise et l'aggravation des attaques contre la classe ouvrière qui va en résulter, amèneront inmanquablement celle-ci à développer sa riposte et sa combativité. Et c'est justement dans le développement de cette lutte pour la défense de ses conditions d'existence que le prolétariat va également être amené à prendre conscience que ce combat implique une remise en cause de la barbarie guerrière du capitalisme.

KW

Après la "paix" au Kosovo, une accélération des tensions guerrières dans le monde

Après la fin des bombardements de l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie et après l'installation des forces de la KFOR au Kosovo, les tensions impérialistes, loin de s'atténuer, n'ont cessé de se multiplier et de s'intensifier aux quatre coins de la planète.

La course aux armements en Asie, facteur dynamique de l'accumulation des tensions impérialistes

Cette recrudescence des conflits dans le monde est la répercussion directe de l'onde de choc, provoquée par l'intervention des grandes puissances dans l'ex-Yougoslavie. Elle s'est d'abord traduite par une formidable accélération de la course aux armements, notamment en Asie. Les affrontements entre l'Inde et le Pakistan ont spectaculairement repris, avec des avions abattus de part et d'autre, alors que depuis 1998, ces deux pays se livraient déjà à une course effrénée aux armements nucléaires. Leurs relations avaient déjà pris une tournure alarmante en juin dernier avec l'invasion de troupes pakistanaises en territoire indien pour "aider" les séparatistes du Cachemire. Celle-ci n'avait cessé qu'avec l'injonction des Etats-Unis au

Pakistan pour qu'il retire ses troupes. Plus que jamais, aujourd'hui, dans ce conflit, l'une et l'autre de ces puissances continuent à faire planer la menace de l'usage de leurs armes nucléaires mutuelles.

Simultanément, les rivalités à coups de missiles entre les deux Corées, l'une soutenue par la Chine, l'autre par le Japon, sont tout aussi inquiétantes. Cela illustre pleinement les déclarations d'un spécialiste américain de la politique asiatique au *Los Angeles Times* : *"La victoire des forces de la coalition derrière les Etats-Unis au Kosovo renforcera la diffusion des missiles et des armes de destruction massive en Asie. Pour la simple raison que les pays de la région ne veulent pas devenir un Kosovo, c'est-à-dire la cible d'une éventuelle attaque de l'Occident, sans avoir les moyens de riposter. Il est impératif maintenant que les nations aient la meilleure technologie militaire (pour se défendre)"* (cité aussi par *Le Monde* du 28 juillet). C'est d'ailleurs cet argument développé jusque dans la presse occidentale : *"nous ne voulons pas que notre pays devienne une autre Yougoslavie"* (*Ibid.*) qui sert à la Corée du Nord et surtout à son alliée, la Chine, pour justifier la fabrication de nouveaux missiles terrestres à longue por-

tée et de la bombe à neutrons mise au point par Pékin. C'est aussi ce surarmement nucléaire qui pousse la Corée du Sud et surtout le Japon à s'associer aux Etats-Unis, pour renforcer leur programme commun antimissiles tandis que le gouvernement de Taïwan qui craint de se faire "avalé" par la Chine est incité à adopter une attitude de plus en plus belliqueuse envers cette dernière. Le continent asiatique qui abrite désormais plus de la moitié de l'humanité est ainsi devenu une gigantesque poudrière. Tous les ingrédients sont réunis pour une explosion difficilement contrôlable de cette partie du monde dans les mois à venir.

Vers un éclatement des restes de la fédération yougoslave

En même temps, dans les Balkans, la situation n'est nullement réglée. Au contraire. La présence des grandes puissances sur le terrain ne fait qu'attiser le déchaînement des haines entre communautés ethniques, chacune soutenue plus ou moins ouvertement par l'un ou l'autre de ces vautours impérialistes (voir article de première page). Et surtout, la situation menace de dégénérer au cœur même de ce qui reste de la fédération yougoslave. Deux enjeux de taille émergent aujourd'hui. Comment va s'orienter le Monténégro qui manifeste de plus en plus de velléités d'autonomie par rapport au pouvoir de Belgrade ? S'il se sépare de la Serbie, celle-ci perdrait tout accès à la mer et une course de vitesse est déjà engagée avec pour enjeu : vers quelle grande puissance le Monténégro se tournerait pour "assurer sa protection" ? Si ce contrôle était assuré par l'Allemagne, celle-ci s'ouvrirait une voie royale pour réaliser son

rêve d'accès aux mers chaudes, via la Slovénie, la Croatie et le Monténégro. Quant à l'avenir de la Serbie elle-même, noyau de la RFY, il est tout aussi incertain. Si celui de Milosevic, discrédité et contesté de toutes parts est des plus précaire, qui peut lui succéder ? Les manifestations récentes ont mis en lumière l'ampleur des divisions entre les opposants. Derrière la vieille rivalité entre les prétendants les plus ambitieux, Vuk Draskovic (soutenu par la France) et Zoran Djadjik, se pose la question : sous quelle influence impérialiste va tomber la Serbie ? A ces deux niveaux, se joue une partie d'une importance cruciale qui va déterminer une évolution profonde du rapport de forces entre les grandes puissances dans les Balkans tout en risquant d'impliquer et d'entraîner dans une spirale meurtrière un plus grand nombre de puissances régionales, des Etats riverains du Danube comme la Hongrie et la Bulgarie jusqu'à la Turquie ou la Grèce. C'est un nouveau risque majeur de dégénérer vers davantage de chaos et de tensions guerrières qui est contenu dans une telle situation.

Une extension générale du chaos et de la barbarie guerrière

De plus, l'enfoncement toujours plus vertigineux de la Russie dans les miasmes de la décomposition et les "scandales" quasi-quotidiens au sein d'un pouvoir mafieux discrédité provoquent une fuite en avant de l'Etat russe dans de nouvelles aventures guerrières au Daghestan, qui s'annoncent, quatre ans après, pires que le borborygme précédent en Tchétchénie. Ce qui constitue plus que jamais une menace d'extension du

chaos comme une traînée de poudre à travers tout le Caucase et même au-delà, avec les rébellions de fractions islamistes qui viennent ébranler les fragiles républiques d'Asie centrale, risquant de remettre à feu et à sang l'ex-URSS, y compris avec les dangers liés à l'arsenal nucléaire disséminé dans tous ces territoires.

Non seulement les grandes puissances entretiennent les foyers d'incendie qu'elles ont elles-mêmes allumés au gré de leurs propres intérêts, comme l'atteste le pilonnage méthodique, intensif et sans relâche depuis des mois par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur l'Irak, mais elles n'hésitent pas à ranimer d'autres brasiers qui semblaient en voie d'extinction. C'est le cas en Afghanistan, où se développe une nouvelle offensive menée par les rebelles pachtouns du commandant Massoud, appuyée par la France contre le gouvernement des talibans, toujours soutenu par les Etats-Unis.

Même quand une grande puissance parvient à imposer une stabilisation relative de la situation dans une région du monde pour préserver son pré carré, ces tentatives se heurtent à un écheveau d'intérêts particuliers contradictoires, en général utilisées par leurs principaux concurrents impérialistes. Ainsi, alors qu'au Moyen-Orient, les Etats-Unis ont réussi à remplacer à la tête de l'Etat d'Israël Netanyahu par le plus docile Barak dans la perspective de faire enfin appliquer les accords de Wye Plantation et le retrait israélien du Sud-Liban, ce dernier, tout autant que son prédécesseur, se voit contraint de composer, au sein de la coalition qu'il a formée, avec des fractions violemment hostiles à cet accord. Et, pendant ce

(SUITE PAGE 5)

Kouchner : un serviteur zélé de l'impérialisme français

"Je voulais être ministre de la Santé", disait Bernard Kouchner en 1993. En devenant "administrateur civil provisoire du Kosovo", il dépasse largement son ambition première.

Son bilan de ministre a montré des aptitudes de gestionnaire du capital, sa grande capacité à porter des attaques antiouvrières. Le maroquin en poche, il n'aura pas fallu plus d'un an au *"french Doctor"* pour apposer définitivement son empreinte. Son indignation émue, largement médiatisée et dont il avait su faire son fonds de commerce lui sera d'un grand recours une fois installé dans les dorures de l'Etat. Le visage abject du bourgeois "responsable" apparaîtra quand même dans toute sa splendeur : réductions de moyens et de lits pour les hôpitaux, attaques sur la couverture des soins au nom de la "protection" de la Santé publique, rien ne sera oublié. Et les misérables, auxquels il tendait la main dès qu'une caméra pointait le bout de son objectif, crèvent aujourd'hui à la porte des urgences : ils participent sans doute ainsi à la *"modernisation du système de santé"*...

C'est que le devoir d'un ministre n'a jamais été de réduire la misère ni la pauvreté, mais bien de défendre, la conscience tranquille, les intérêts de la classe dominante. Et, dans ce domaine, Kouchner avait déjà montré dans sa carrière de baroudeur au grand cœur sa capacité illimitée à se mettre au service de la bourgeoisie.

C'est notamment dans le domaine humanitaire qu'il a offert son plus beau profil d'illustre crapule. Au nom de la *"protection des populations menacées"*, il se fera le propagandiste le plus zélé du "droit d'ingérence" cher à Mitterrand et qui servira d'incontournable sésame aux grandes puissances pour répandre la mort et la misère sur toute la planète, tout en jouant de la phraséologie la plus moralisatrice en prenant des airs de Sainte-Nitouche. Du Biafra au Kosovo en passant par la Somalie et la Bosnie, il aura promené sa blouse blanche de

"médecin humanitaire" pour couvrir les exactions guerrières de l'Etat français.

En 1992, alors que les Rangers américains posaient le pied en Somalie, tout près des positions stratégiques de la France dans la Corne africaine, Kouchner fera front, jouera la corde sensible de la solidarité et, usant d'un discours culpabilisant des plus immondes (*"On ne peut humainement pas rester sans rien faire"*), ira jusqu'à utiliser l'innocence des enfants pour acheminer des sacs de riz qui finiront entre les mains des bandes rivales maîtres de Mogadiscio. Ainsi, dès le départ des troupes, la situation en Somalie ne cessera (et n'a pas cessé depuis) de s'aggraver, dévastant le pays sous les balles des gangsters locaux, abandonnant la population à la famine et la maladie. Mais plus de Kouchner à l'horizon de l'Océan indien !

Celui-ci, comme tout bourgeois, ne s'émeut des enfants décharnés ou agonisant sous les bombes que dans la mesure où il peut y trouver une justification à l'intervention militaire de l'impérialisme français. L'action de tels valets de la classe dominante sert avant tout de couverture idéologique à la mise en place directe d'avant-postes stratégiques en vue d'une intervention militaire.

Le nouveau "gouverneur" du Kosovo peut donc tranquillement savourer le couronnement de sa carrière de grand larbin du capital, servilement dévoué à la *"politique de [son] pays"*, choisie selon ses propres mots par l'ONU. Ce pèlerin des basses œuvres guerrières peut s'indigner des conditions de vie *"inacceptables"* des minorités du Kosovo, il ne nous fera pas oublier que, depuis trente ans, il marche sans vergogne et pour le compte de l'impérialisme français sur des cadavres, avec à la bouche les mots vains et mensongers de "paix", de "droits de l'homme", de "solidarité" et de progrès social".

H.

TREMBLEMENT DE TERRE EN TURQUIE

La catastrophe, c'est le capitalisme

Le tremblement de terre qui vient de tuer ou blesser des milliers de personnes en Turquie, parmi les plus pauvres et démunies, est la manifestation criante de la vulnérabilité croissante de la société face aux catastrophes dites naturelles et aussi de l'impuissance croissante des Etats à réagir face aux conséquences immédiates des sinistres.

Les promoteurs et l'Etat sont à juste titre l'objet de la vindicte populaire en Turquie à cause de leurs responsabilités écrasantes dans l'ampleur des ravages occasionnés dans la population par le séisme. En effet, les ruines des immeubles qui se sont effondrés comme des châteaux de cartes montrent à l'évidence que *"les constructeurs, pour augmenter leurs bénéfices, utilisent la qualité et la quantité de ciment nécessaire à la consolidation des bâtiments"* (*Le Monde* du 19 août). De plus, c'est un fait reconnu de tous, l'absence ou la paralysie des pouvoirs publics pour porter secours aux victimes est venue alourdir un bilan déjà meurtrier.

Dans ces conditions, les médias turcs n'avaient d'autre solution que de se faire l'écho de la colère dans la population suscitée par ce qui était ressenti comme une nouvelle injustice sociale. Aller contre cette colère ou même l'ignorer n'aurait fait que l'alimenter. Quant à nos grandes démocraties, si elles se sont également fait les porte-paroles indignés de la protestation contre

l'incurie des pouvoirs publics turcs, c'est pour mieux y opposer et exhiber l'efficacité et la prétendue générosité de l'aide internationale à laquelle elles auraient contribué sans compter. En réalité, le sinistre en Turquie et l'incurie des pouvoirs publics de ce pays ont constitué pour les différentes puissances une opportunité pour tenter d'y développer ou renforcer leur influence. C'est la raison pour laquelle, comme l'illustrent des témoignages de membres d'ONG ("organisations non gouvernementales"), on a assisté à une véritable ruée des secours internationaux dont les équipes ont joué des coudes pour s'imposer sur le terrain.

On a ainsi vu les Etats-Unis et l'Allemagne, concurrents directs pour le contrôle de la Turquie, se précipiter pour être les premiers à offrir leur soutien logistique au régime d'Ankara. Une fois encore, c'est le prétexte "humanitaire" qui sert cyniquement de masque à la bourgeoisie pour travestir ses visées impérialistes. Il n'y a pas si longtemps encore, dans ses commentaires sur les catastrophes naturelles et leurs conséquences, la bourgeoisie se limitait fondamentalement à invoquer l'incurie de boucs émissaires ou la fatalité. Elle se risque aujourd'hui à des explications faisant intervenir de façon centrale des problèmes de société. Ainsi, Kofi Annan déclarait le 5 juillet à Genève que *"les catastrophes naturelles ne sont peut être pas aussi naturelles que ça"*. Il

devient effectivement difficile de dissimuler la vraie cause du problème quand, en cette fin de siècle, des moyens technologiques et scientifiques inégalés dans l'histoire de l'humanité seraient à même de lui épargner l'essentiel des conséquences de phénomènes tels que tremblements de terre, inondations, etc. qui n'ont pourtant jamais été aussi dévastateurs (1). Ce qu'amène en fait cette "prise de conscience" subite de la bourgeoisie, ce n'est ni plus, ni moins que le mensonge selon lequel il serait possible d'améliorer la situation sur ce plan au sein du capitalisme : *"Ce qu'il faut faire, nous le savons. Il reste maintenant à mobiliser la volonté politique"* (Kofi Annan, *ibid.*). La seule politique à même d'en finir avec ces calamités, et toutes les autres dont le capitalisme en crise est à l'origine, les famines, la généralisation de la guerre et du chaos, l'empoisonnement de notre alimentation, la pollution de la planète, c'est justement, messieurs de la bourgeoisie, le renversement de ce système d'exploitation dont la seule finalité est le profit.

B (26 août)

(1) Dans notre presse, voir notamment les articles "Mensonges et vérités de l'écologie : c'est le capitalisme qui pollue la terre" (*Revue Internationale* n°63, 4e trim. 1990) et "Inondations en Chine : une catastrophe naturelle ?" (*RI* n° 282, sept. 1998).

TAXE TOBIN

Une fausse réponse à la crise du capitalisme, une vraie mystification antiouvrière

Le cours catastrophique et destructeur de la crise économique devient difficile à masquer, compte tenu des attaques massives que subissent les prolétaires et de l'environnement international chaotique.

Aujourd'hui, certains prétendent avoir trouvé le moyen de «combattre la crise». Leur grand cheval de bataille à la mode est la «taxe Tobin». Que racontent ses partisans qui vont d'un vice-président de la Banque Mondiale, J. Stiglitz, jusqu'à des associations spécifiques comme Attac (1) ?

La spéculation : une conséquence et non une cause de la crise capitaliste

Ils prétendent d'abord fournir une explication «scientifique» à la crise du capitalisme. D'après eux, les difficultés au niveau réel de la production (surproduction, chômage, faillites, etc.) ne sont les produits que «d'excès spéculatifs», du libéralisme économique et de la «liberté de circulation des capitaux». Si «la mondialisation» et les «progrès de l'in-

formatique et de la communication» jouent un rôle dans la crise, en dernière instance, les vrais responsables de cette dernière sont la spéculation financière et les «spéculateurs» avides de profits auxquels les règles (ou plutôt l'absence de règles) de l'économie mondialisée et l'ultralibéralisme laissent le champ libre.

La fièvre de la spéculation est présentée par eux comme la cause essentielle des déstabilisations financières et économiques. Elle devient alors la source de tous les maux et des inégalités.

Il y a déjà près de 150 ans que Marx, dès le début de son étude scientifique du capitalisme, a balayé ce genre d'arguments sur la spéculation financière : «*Al'observation superficielle, ce n'est pas la surproduction, mais la surspéculation- pourtant simple symptôme de la surproduction- qui paraît être la cause de la crise.*» (2). Autrement dit, la cause réelle de la crise, c'est la surproduction et non la spéculation, même si celle-ci se présente comme cause immédiate de la crise, alors que, dans la réalité, elle n'en est qu'un simple symptôme et un de ses résultats. Si cette spéculation a

aujourd'hui envahi la sphère économique avec une ampleur inégalée, elle n'en reste pas moins un phénomène classique qui a toujours accompagné les crises du capitalisme. Elle se présente toujours d'une façon trompeuse depuis l'époque de Marx.

C'est face à la surproduction chronique, inhérente au déclin historique du système et à l'aggravation de la crise à la fin des années 90, que la bourgeoisie a favorisé le développement sans précédent de la spéculation tant décriée. Face à des marchés sursaturés, un nombre croissant de capitaux incapables de fructifier dans le produit des ventes de marchandises sont tentés de fuir la sphère de la production de moins en moins rentable pour trouver refuge dans la spéculation, afin de pouvoir en retirer des profits immédiats. Cette dernière n'est ainsi, démontrant la justesse et l'actualité des analyses rigoureuses de Marx, qu'une des conséquences directes de la crise et non sa cause.

Voilà qui dégonfle la baudruche du triomphalisme et de la suffisance affichés par cette pseudo- «explication scientifique» qui se borne à rester au niveau de «l'observation superficielle» de l'apparence des choses et réduit à

néant la portée de cette «formidable découverte» sur la spéculation tenue comme responsable de toutes les avanies et de toutes les plaies du capitalisme «moderne». Cela en dit long sur les compétences scientifiques et le sérieux de nos économistes éclairés et patentés !

La «taxe Tobin» : une mystification antiouvrière

Mais, forts de leur «géniale hypothèse», nos «savants» pourfendeurs de la «bulle spéculative» ne s'en tiennent pas là, ils prétendent aussi apporter LA solution toute trouvée à la crise du capitalisme. Pour cela, il suffit -comment n'y avoir pas pensé plus tôt !- de s'attaquer à la spéculation. C'est pourquoi ils se proposent de la réduire et même- audace suprême- de la supprimer. Comment ? Pour cela, ils préconisent l'instauration d'une «taxe sur les transactions financières» dont le modèle a déjà été proposé dans les années 70 par l'économiste américain James Tobin. Cette proposition a été remise au goût du jour suite aux séismes financiers qui se sont manifestés dans les pays d'Asie en 1997 et dans les pays de l'Est et d'Amérique latine l'année suivante.

La seule condition posée est qu'elle soit décidée par les gouvernements et qu'elle s'applique à «*l'échelle mondiale*», notamment grâce à une «*fiscalité au service de l'économie*» et à des mesures spectaculaires comme «*l'élimination des paradis fiscaux*». Bref, il s'agirait simplement d'instaurer une «*économie solidaire*», c'est-à-dire de pousser les Etats à instituer des «*normes*» et des «*principes*» qui seraient le reflet et la manifestation d'une «*volonté politique*» générale de ces Etats et des «*citoyens*» de se mobiliser contre ces «*excès*» spéculatifs (3). Écoutons-les vanter leur recette : «*Même fixée à un taux particulièrement bas de 0,1%, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an. Collectée, pour l'essentiel, dans les pays industrialisés, où sont localisées les grandes places financières, cette somme pourrait être utilisée pour des actions de lutte contre toutes les inégalités entre sexes, pour la promotion de l'éducation et de la santé publique dans les pays pauvres, pour la sécurité alimentaire et le développement durable*» (4).

Non seulement la spéculation n'est nullement la racine de la crise du capitalisme, comme nous venons de le voir, mais l'affirmation qu'il existe des moyens de lutter contre elle dans le cadre du système est une pure illusion mystificatrice. Cette pseudo- «solution» ne peut être vraie, pour la bonne raison qu'elle présente l'Etat à la fois comme instrument et comme garant de la lutte contre la spéculation. Or, ce recours à faire corps avec l'Etat n'est pas crédible, dans la mesure où «*ce sont les Etats eux-mêmes et les institutions financières les plus respectables qui impulsent une spéculation effrénée, non seulement pour éviter l'explosion de cette gigantesque bulle de capital fictif mais aussi pour alléger les charges de (leurs) dettes toujours croissantes*» (5). Pous-

sés par la concurrence de la guerre commerciale qu'ils se livrent entre eux dans le cadre d'un marché sursaturé et par les contradictions aiguës de la crise mondiale qui les assaillent et les menacent en permanence de les livrer à la banqueroute, ce sont les Etats eux-mêmes qui sont devenus, dans la spi-

rale infernale de la crise, les plus gros tricheurs avec la loi de la valeur et les spéculateurs sans scrupules les plus puissants.

La solution miracle et paradisiaque que nous livrent «clés en mains» ces pseudo-détricateurs du fonctionnement actuel du capitalisme n'est donc qu'une fausse réponse à la crise du capitalisme. Ce système décadent ne pourra jamais surmonter les contradictions qui l'assaillent.

Quand ils défendent l'idée que leur taxe représente «*une alternative au capitalisme pur et dur*», cette proposition sert uniquement à accréditer le mensonge selon lequel il serait possible de réformer le capitalisme, de l'aménager pour le rendre plus «vivable». Ils colportent la mystification d'une autre gestion possible du capitalisme, ils distillent des illusions sur un «capitalisme plus humain». Leurs recettes idéologiques ne sont d'ailleurs qu'une variante «new look» du vieux poison réformiste usé jusqu'à la corde par le PC et les gauchistes, mais au lieu de pousser les ouvriers de s'en remettre à l'Etat pour «faire payer les riches», ils y substituent simplement le mot d'ordre «faire payer les spéculateurs». Lorsqu'ils dénoncent la spéculation, ce n'est que pour mieux défendre et protéger le système qui l'engendre. La défense de la «taxe Tobin» n'a pas d'autre fonction que celle de détourner les consciences de la nécessité du combat de classe.

Car, de fait, à quoi servent ces gens-là et qui explique toute la publicité qui est désormais assurée périodiquement à leurs «idées» ? A une seule chose : semer des illusions dans les rangs de ceux qui sont poussés à remettre en cause le capitalisme, en leur faisant croire qu'on peut mettre fin au chômage et à la misère en faisant l'économie de la destruction du système capitaliste de fond en comble, sans passer par la nécessité d'une révolution prolétarienne mondiale.

A l'inverse, la seule perspective du combat contre la crise reste celle de la classe ouvrière.

W

(1) Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens. Née en 1998, cette association regroupe des économistes, des syndicalistes, des lecteurs de publications diverses (comme les Amis du Monde Diplomatique), etc.

(2) Ecrits critiques de mai à octobre 1850, publiés par M. Rubel.

(3) Le Monde Diplomatique, juillet 1999.

(4) F Chesnais, Tobin or not Tobin, L'Esprit Frappeur, p 59.

(5) «Trente ans de crise ouverte du capitalisme» dans notre Revue Internationale n°98, 3e trimestre 1999.

**Lisez
notre brochure**



La gauche au gouvernement : une stratégie de la bourgeoisie

(SUITE DE PAGE 8)

populations civiles face auxquels la "communauté internationale" se doit de faire valoir "le droit" et de mettre en place des missions "humanitaires". Depuis 1990, la presque totalité des interventions militaires des grandes puissances s'est habillée de ce costume et non de celui de la défense des "intérêts nationaux". La guerre dans les Balkans vient de donner lieu à un battage inégalé sur cette question des droits de l'homme, des réfugiés, de la barbarie, de la purification ethnique, etc. Et pour conduire les guerres "humanitaires", il est clair que la gauche est mieux placée que la droite (même si cette dernière peut aussi faire l'affaire), un de ses fonds de commerce étant justement la "défense des droits de l'homme" comme thème de mystification idéologique du prolétariat. La guerre en Serbie vient de nouveau d'en constituer l'illustration. C'est par les gouvernements de gauche que la campagne belliciste a été prise en charge. Et au sein de celle-ci, les "verts" se sont particulièrement illustrés soit à la tête de la diplomatie de guerre allemande soit en étant, en France, les partisans les plus irréductibles d'une intervention terrestre au nom de "l'urgence humanitaire", bien sûr !

Ici aussi apparaît le lien avec la lutte de classe. Si le thème des droits de l'homme est destiné à faire accepter la guerre à l'ensemble de la population, il vise plus particulièrement à entraver la prise de conscience du prolétariat de la nature réelle des conflits impérialistes.

Néanmoins, cela ne peut aller au-delà et son objectif n'est pas, contrairement à la période noire des années trente, d'embrigader un prolétariat vaincu et résigné à l'échelle internationale dans la guerre impérialiste. Comme l'ont démontré diverses manifestations de la lutte de classe dans les grands pays industrialisés pendant le conflit dans les Balkans, le prolétariat du cœur du capitalisme n'est pas disposé à se sacrifier pour l'effort de guerre et encore moins pour la guerre elle-même.

Au cours des années 90, on a donc vu dans beaucoup de pays les gouvernements de droite laisser la place à des gouvernements de gauche. Une telle alternance est elle-même un moyen de mystification de la classe ouvrière. En effet, elle permet la crédibilisation du mythe de l'Etat démocratique et du jeu démocratique alors que depuis des années, la droite était au gouvernement dans des pays centraux comme l'Allemagne, la Grande-Bretagne et même les Etats-Unis. Il faut que, de temps en temps, les élections conduisent à un changement de majorité et de gouvernement pour que la mascarade reste crédible.

La confirmation du cours historique aux affrontements de classe

Le fait que la stratégie de gauche au gouvernement sur les trois plans (crise, guerre, lutte de classe) ait pour motivation fondamentale la question de la classe ouvrière est l'expression que le problème de son contrôle constitue une préoccupation centrale de la bourgeoisie dans la période actuelle (5). C'est la claire illustration que le cours historique vers des affrontements de classe ouvert en 68 n'a pas été inversé et cela malgré le profond recul de la lutte de classe imprimé par l'effondrement du bloc de l'Est. En ce sens, si aujourd'hui la bourgeoisie a tout avantage à placer la gauche au gouvernement, il se produira de nouveau une situation où le niveau de la lutte de classe, et notamment le ressurgissement de luttes massives, lui imposera de recourir de nouveau à une politique de gauche dans l'opposition.

Ainsi, contrairement au discours de la gauche de la gauche (LO, LCR, etc.) qui présente la social démocratie et les PC comme se situant à mi-chemin entre la défense des intérêts de la classe ouvrière et ceux du capital, toute l'expérience historique montre que ces deux partis, depuis qu'ils ont trahi le

camp du prolétariat, constituent au contraire l'avant-garde de la bourgeoisie contre la lutte des classes. L'utilisation que la classe dominante fait de ces partis, au sein de son dispositif politique, ne correspond pas au hasard des situations mais bien à des stratégies parfaitement élaborées en fonction de situations déterminées en premier lieu par le niveau de la lutte de classe.

B

(1) L'article que nous publions ci-dessous est une adaptation d'un texte d'orientation de notre organisation publié dans la *Revue Internationale* n° 98 sous le titre *Pourquoi la présence des partis de gauche dans la majorité des gouvernements européens actuels*. Nous conseillons à nos lecteurs de s'y reporter pour bénéficier d'une analyse plus détaillée.

(2) Extrait de l'article *Dans l'opposition comme au gouvernement, la "gauche" contre la classe ouvrière* de la *Revue Internationale* n° 18.

(3) *Revue Internationale* n° 61

(4) A ces tendances générales, il y eut bien sur des exceptions résultant de conditions particulières. Parmi celles-ci nous avons déjà largement analysé dans nos colonnes le cas de la France où, à cause des querelles de la droite - significatives de ses profondes faiblesses politiques - la gauche est arrivée au pouvoir suite à "l'accident" de 1981, complètement à contre-courant des besoins de la bourgeoisie face à la lutte de classe. De même, aujourd'hui, si la présence de la gauche au pouvoir en France est mise à profit par la bourgeoisie dans le même sens que dans les autres pays, la manière dont s'est passée la "sortie" de la droite, suite aux élections anticipées de 1997, n'est pas l'expression d'une volonté délibérée de la bourgeoisie mais d'une ratée de la droite française, laquelle a encore aggravé ses divisions et son désarroi.

(5) Il existe aussi d'autres facteurs ne relevant pas de la lutte de classe dont la bourgeoisie tire profit en plaçant la gauche au gouvernement. Moins liés que la droite aux intérêts à court terme de tel ou tel secteur capitaliste, les partis de gauche ont en général une plus claire conscience de leurs responsabilités dans la défense des intérêts généraux du capital et, de ce fait, sont moins affectés que les partis de droite par le phénomène de la décomposition caractérisant la période actuelle et s'exprimant notamment, à des niveaux inégaux, par la corruption, les scandales, la tendance à l'éclatement, etc.

DEUXIÈME LOI SUR LES 35 HEURES

Le gouvernement élargit son attaque à tous les prolétaires

Depuis l'automne dernier, un énorme battage, organisé conjointement par le gouvernement et les syndicats, relayé par tous les médias, vante *"la nécessité d'une deuxième loi sur les 35 heures venant affiner le cadre d'orientation trop général de la première"* et promet même de corriger ses *"insuffisances"* ou ses *"imperfections"* dont *"certains patrons ont pu profiter pour détourner la loi et pour faire signer de mauvais accords"*.

Et en juillet dernier, le gouvernement "dévoilait" les grandes lignes de son fameux projet pour la deuxième loi.

La relance de la campagne sur les 35 heures : un écran de fumée...

Aujourd'hui, cette seconde loi se retrouve à son tour sous le feu nourri de critiques "de gauche". C'est tout d'abord la "gauche de la gauche" - et en particulier la LCR - qui, dans son rôle de contestataire de service, ne trouve rien de mieux, pour protester contre cette deuxième loi gouvernementale, prétendant que reculer la mise en place des 35 heures, c'est *"faire de nouvelles concessions au patronat"*. Elle s'empresse de mettre en avant comme revendication "ouvrière" : *"Imposons les 35 heures tout de suite"* (titre à la "une" de Rouge du 1er juillet). Les Verts, le PC et les syndicats lui ont emboîté le pas pour faire gober l'idée que le recul de la date "butoir" - fixée initialement au 1er janvier 2000 - d'un an pour les entreprises de plus de 20 salariés, de deux ans pour les autres, traduit *"un recul du gouvernement face au patronat"*.

Tout cela n'est que de la poudre aux yeux et une vaste entreprise de mystification. Cette seconde loi permet avant tout de relancer le très gros mensonge servi depuis près de deux ans visant à présenter la loi sur les 35 heures comme une grande mesure sociale au service de la classe ouvrière. Car, en fait, lorsque les trotskistes, les Verts, le PC comme les organisations syndicales poussent encore les ouvriers à "se mobiliser pour les 35 heures", en critiquant le gouvernement pour sa lenteur à les mettre en place, cela vient cautionner la fable et permet de renforcer l'illusion que le gouvernement lui-même essaie d'entretenir au maximum chez les ouvriers : les persuader que la loi Aubry serait une mesure "sociale" et qu'elle va contre les intérêts des patrons. Bref, il s'agit de continuer à faire croire, tout comme lors de la première loi, que notre bon et brave gouvernement de gauche si totalement dévoué à ses *"préoccupations sociales"* se serait laissé abuser en vrai Guignol "à l'insu de son plein gré" par de "méchants patrons". Dans ses tentatives pour continuer à mystifier les prolétaires avec cette deuxième loi, le gouvernement ne saurait trouver meilleurs alliés.

... qui tente de masquer une attaque anti-ouvrière massive

La réalité est toute autre. Pour la plupart des accords passés et qui ont déjà directement concerné plus d'un million et demi de salariés, la mise en place des 35 heures s'est en fait traduite par de violentes attaques portées à la classe ouvrière dans tous les domaines.

La prétendue "réduction du temps de travail" a partout permis l'introduction de la flexibilité, assortie d'une annualisation du temps de travail. Les implications directes ont été une dégradation générale des conditions de travail et une intensification de l'exploitation. Cela s'est concrétisé par une généralisation du travail 6 jours sur 7, c'est-à-dire contraindre à travailler le samedi ou le dimanche, en particulier dans la métallurgie, le secteur agro-alimentaire, les grands magasins, dans les banques ou les assurances. Cela a significativement la suppression des pauses traditionnelles, le raccourcissement des temps de repas et l'augmentation de la productivité dans les usines, les horaires d'embauche uniquement fixés au gré des "besoins de l'entreprise", etc.

Quant au principal "argument social" des 35 heures : la lutte contre le chômage et la création d'emplois dans les entreprises, il est parfaitement "bidon". Largement développé par voie d'affiches publicitaires : *"grâce aux 35 heures, on a des emplois et du temps libre, et chez vous ?"*, il se réduit à une vulgaire escroquerie. Si, aujourd'hui, le gouvernement se targue d'avoir *"créé ou préservé plus de 100 000 emplois en un an"* dans le cadre de la nouvelle loi, il suffit pour alimenter le chiffre de cet amalgame indistinct entre emplois "créés" ou "préservés" d'exercer un chantage aux licenciements contre les ouvriers pour leur faire accepter tel ou tel accord de flexibilité, en rajoutant ça et là quelques CDD, postes d'intérimaire ou autres emplois précaires. Quant à la pseudo-disposition de davantage de "temps libre" pour la "vie familiale" ou les "loisirs", au vu de

l'aggravation terrible des conditions d'exploitation déjà évoquées, c'est vraiment prendre les ouvriers pour des imbéciles.

Cependant, la principale attaque contenue dans la deuxième loi sur les 35 heures, c'est qu'elle permet d'étendre le blocage des salaires à toute la classe ouvrière. En effet, pour les uns, les accords déjà signés servent directement de justification à un blocage, quand ce n'est pas, dans plusieurs cas (comme dans certaines unités d'EDF-GDF ou encore dans nombre de PME), à une baisse des salaires. Pour les autres, c'est la perspective du "passage aux 35 heures" qui sert à justifier la décision immédiatement applicable du gel des salaires. Au bout du compte, accord ou pas, ce sont bien tous les prolétaires qui voient leurs salaires bloqués au nom des 35 heures.

Mais le gouvernement parvient ici à masquer cette attaque avec un raffinement maximum : la majoration des heures supplémentaires comprises entre 35 et 39 heures, prévue dans le cadre de la deuxième loi, au lieu de revenir au salarié qui les effectue serait taxée par l'Etat et reversée à un "fonds de pension", conformément aux déclarations de Martine Aubry : *"Pour l'an 2000, la majoration de 10% pourrait être versée à un fonds, dont nous débattons la destination avec les partenaires sociaux"*. C'est-à-dire que le salarié en fera les frais : les heures supplémentaires ne lui seront payées que comme des heures "normales", la "majoration" au lieu de lui revenir de droit comme dans le passé, ira dans la poche de l'Etat. Et finalement, ce qui paraît se solder, de prime abord, comme une sorte "d'opération blanche" est bel et bien payé par les prolétaires dans le cadre d'un blocage généralisé de leurs salaires.

Même si la deuxième loi prend l'appa-

rence de "retarder" la mise en place des 35 heures, il n'en est rien.

La meilleure preuve, c'est que, contrairement à ce que racontent les tenants de la "gauche de la gauche", le gouvernement ne lève nullement le pied de l'accélérateur. Tout au contraire. Il fait tout pour que se multiplient des signatures d'accords aussi pourris que les précédents et pousse surtout à ce que de tels accords pourris se développent dans les principaux services publics (Air France, EGF-GDF, SNCF, RATP, La Poste, France Télécom, etc.). Malgré ses dénégations, le gouvernement est le principal instigateur de cette attaque.

Le but de la manœuvre

Pourquoi la bourgeoisie déploie-t-elle tous ces efforts pour déguiser ainsi la réalité ? Parce que les 35 heures sont une attaque qui touche massivement et frontalement toute la classe ouvrière, dans tous les secteurs et de la même façon. Cependant, l'ensemble de la bourgeoisie fait en sorte qu'elle n'apparaisse pas ainsi, mais comme autant d'attaques particulières touchant les salariés paquet par paquet, liées à tel ou tel site, telle ou telle entreprise, tel ou tel secteur ou tel ou tel patron. Cela correspond à une gigantesque manœuvre politique pleinement voulue, calculée, programmée par le gouvernement de gauche et appliquée avec la complicité générale du patronat et des syndicats. Le but recherché par cette vaste mise en scène est précisément d'empêcher la classe ouvrière de prendre conscience qu'il s'agit partout de la même attaque afin de diviser, de saucissonner la riposte des prolétaires et de les isoler chacun dans leur coin et dans le cadre de leur entreprise le plus longtemps possible.

CB (6 août)

La Sainte-Famille du "socialisme à la française" ou les baratins de M. Jospin

A en croire tous les journaux de la bourgeoisie, Tony Blair et Gerhard Schröder auraient abjuré leur très sainte foi sociale-démocrate pour se convertir au social-libéralisme en publiant mardi 8 juin leur mea culpa intitulé *"La voie de l'avenir pour les sociaux-démocrates européens"*. Avec une bonne foi feinte qui rappelle celle du PS découvrant en 1983 les vertus de l'austérité et du réalisme économique (traduire : les charrettes de licenciements), nos deux missionnaires ont fait repentance et exorcisé leurs vieux démons étatiques et d'assistanat social pour proclamer un nouveau credo : flexibilité du travail, pression sur les salaires, réduction des dépenses sociales, exaltation des valeurs individuelles, etc., sensées nous apporter le paradis sur l'Europe. Peu importe en fait que ce manifeste ne soit finalement qu'une énième tentative pour présenter sous des formes policées l'arsenal anti-ouvrier classique de la bourgeoisie. Il a surtout été l'occasion, en France, d'une vaste opération de mystification de la classe ouvrière sur la prétendue "exception française", "confirmée" par les résultats des élections européennes.

En effet, face à cette hérésie "libérale" (comme si Blair et Schröder n'avaient jamais été autre chose que de fidèles serviteurs de la toute-puissance capitaliste !), le prolétariat français aurait la chance unique de pouvoir s'en remettre à la dernière chapelle qui défend les ouvriers : le "socialisme à la française" ! Débordant de chauvinisme,

le journal *Libération* entame sa liturgie : *"La spécificité française persiste. [...] Astérix ne se laisse toujours pas convaincre par le Wall Street Journal et par le Financial Times."* (18 juin) tandis que Jospin se drapait d'indignation : *"La gauche française n'imité pas, elle s'exprime. Elle n'est pas une copie conforme, elle a sa figure originale"* (*Le Monde*, 11 juin).

Ainsi, les mêmes "socialistes" européens qui communiaient ensemble dans la grand-messe du palais des sports de Paris le 27 mai, en assurant que *"nous nous inscrivons dans la même perspective et nous avons les mêmes valeurs"* (François Hollande) faisaient part quelques jours plus tard de leur *"profond mécontentement"* (Hollande toujours, *Le Monde*, 17 juin).

La sanction du Très-Haut ne tarda pas : *"Ce manifeste, je ne le trouve pas bon. Il ne correspond ni à ma sensibilité, ni à celle du gouvernement"* (Jospin, *Le Monde*, 12 juin). Et c'est finalement Pierre Moscovici, ministre des affaires européennes, qui fut promu exégète de la pensée jospinienne en présentant l'orthodoxie du "socialisme à la française" dans toute sa pureté : une *"régulation des marchés, en particulier des marchés financiers, des politiques macro-économiques actives et coordonnées entre pays européens, une fiscalité et des prestations sociales équitables, assurant une redistribution des revenus [...] aux antipodes de politiques fondées sur [...] la déréglementation, la flexibilisation et la baisse du*

coût du travail" (*Libération*, 11 juin). Quelle tartufferie ! Comme si la loi sur les 35 heures n'était justement pas la mise en place généralisée d'une telle flexibilité ! Comme si les "emplois jeunes" n'étaient pas autre chose que l'institutionnalisation des emplois précaires ! Comme si, en fait de "redistribution", le SMIC n'était pas comprimé et les ouvriers réduits à de plus en plus de misère ! Comme si l'aggravation du chômage et les attaques continues contre la santé, l'éducation, etc. ne venaient pas ajouter leur lot de désolation pour la classe ouvrière ! Voilà qui apparemment ne heurte pas la "sensibilité" du bon Jospin !

Face à la réalité de la crise économique dans laquelle s'enfonce le capitalisme, TOUTES les fractions de la bourgeoisie n'ont qu'UNE politique : faire payer la classe ouvrière ! Peu importe que ce soit sous le masque du "socialisme à la française", de la "gauche plurielle", de la "troisième voie" de Blair, du "nouveau centre" de Schröder, de la "gauche de la gauche" des trotskistes ou de la "troisième gauche" de Cohn-Bendit ! Cette "diversité" idéologique est l'opium nécessaire pour assurer la crédibilité de la démocratie, mais quand le prolétariat en déchirera le voile, tous ces grand-prêtres de l'ordre capitaliste, qui auront tant prêché le renoncement et la pauvreté à la classe ouvrière, feront bien de se faire ermites !

BTD

APRÈS LA "PAIX" AU KOSOVO...

(SUITE DE LA PAGE 3)

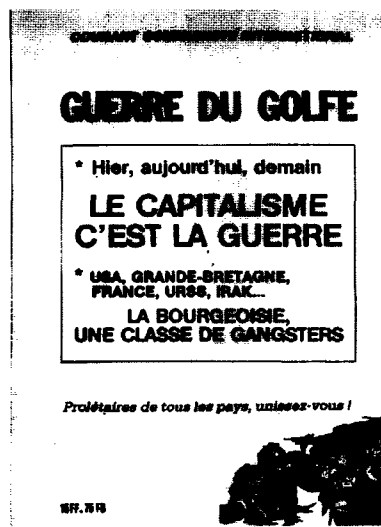
Après la "paix" au Kosovo, les affrontements meurtriers continuent dans les territoires occupés. De même, alors que la France a signifié sa volonté de resserrer son contrôle sur le nouveau régime du président algérien Bouteflika qui a multiplié les déclarations "d'ouverture" à la *"réconciliation nationale"*, les attentats sanglants s'intensifient de plus belle à travers tout le pays. Malgré le dernier sommet africain de l'OUA à Lomé et la tournée africaine de Chirac en juillet dans quatre pays pour soutenir des pouvoirs vacillants, ce continent s'enfonce d'un bout à l'autre dans un état de barbarie et de chaos endémiques. Il en va ainsi de l'Afrique occidentale (rébellion au Sierra Leone entretenue par le Sénégal) à la région des Grands Lacs avec la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre) qui est à nouveau le théâtre de tueries entre fractions directement manipulées par les puissances rivales voisines (Ouganda et Rwanda), contaminant au passage d'autres Etats comme le Centrafrique. Ce sont aussi les massacres de l'interminable guerre entre Ethiopie et Erythrée, la guérilla permanente entretenue au Soudan ou l'enlèvement dans la guerre civile en Angola.

Toute stabilisation, y compris sur le sol européen, comme en témoigne le fait qu'un an après, le mythe de la paix en Irlande du Nord vole en éclats dans des affrontements meurtriers, ne peut être que très précaire, tandis qu'en con-

trepartie, les affrontements impérialistes repartent de plus belle, dans un autre coin. Cela ne signifie pas que les grandes puissances impérialistes aient perdu tous leurs moyens de contrôle sur les autres mais qu'elles sont devenues incapables de faire face aux dérapages sur tous les fronts, de parer à tous les dangers et qu'elles sont contraintes de choisir leurs objectifs principaux. Par contre, le fait que des parties de plus en plus larges du globe sont en proie à la folie et à la barbarie guerrières est de plus en plus révélateur de l'impasse historique du capitalisme.

CB (24 août)

Lisez notre brochure :



Après la "paix" au Kosovo, une accélération des tensions guerrières dans le monde

Après la fin des bombardements de l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie et après l'installation des forces de la KFOR au Kosovo, les tensions impérialistes, loin de s'atténuer, n'ont cessé de se multiplier et de s'intensifier aux quatre coins de la planète.

La course aux armements en Asie, facteur dynamique de l'accumulation des tensions impérialistes

Cette recrudescence des conflits dans le monde est la répercussion directe de l'onde de choc, provoquée par l'intervention des grandes puissances dans l'ex-Yougoslavie. Elle s'est d'abord traduite par une formidable accélération de la course aux armements, notamment en Asie. Les affrontements entre l'Inde et le Pakistan ont spectaculairement repris, avec des avions abattus de part et d'autre, alors que depuis 1998, ces deux pays se livraient déjà à une course effrénée aux armements nucléaires. Leurs relations avaient déjà pris une tournure alarmante en juin dernier avec l'invasion de troupes pakistanaises en territoire indien pour "aider" les séparatistes du Cachemire. Celle-ci n'avait cessé qu'avec l'injonction des Etats-Unis au

Pakistan pour qu'il retire ses troupes. Plus que jamais, aujourd'hui, dans ce conflit, l'une et l'autre de ces puissances continuent à faire planer la menace de l'usage de leurs armes nucléaires mutuelles.

Simultanément, les rivalités à coups de missiles entre les deux Corées, l'une soutenue par la Chine, l'autre par le Japon, sont tout aussi inquiétantes. Cela illustre pleinement les déclarations d'un spécialiste américain de la politique asiatique au *Los Angeles Times* : "*La victoire des forces de la coalition derrière les Etats-Unis au Kosovo renforcera la diffusion des missiles et des armes de destruction massive en Asie. Pour la simple raison que les pays de la région ne veulent pas devenir un Kosovo, c'est-à-dire la cible d'une éventuelle attaque de l'Occident, sans avoir les moyens de riposter. Il est impératif maintenant que les nations aient la meilleure technologie militaire* (pour se défendre)" (cité aussi par *Le Monde* du 28 juillet). C'est d'ailleurs cet argument développé jusque dans la presse occidentale : "*nous ne voulons pas que notre pays devienne une autre Yougoslavie*" (*Ibid.*) qui sert à la Corée du Nord et surtout à son alliée, la Chine, pour justifier la fabrication de nouveaux missiles terrestres à longue por-

tée et de la bombe à neutrons mise au point par Pékin. C'est aussi ce surarmement nucléaire qui pousse la Corée du Sud et surtout le Japon à s'associer aux Etats-Unis, pour renforcer leur programme commun antimissiles tandis que le gouvernement de Taïwan qui craint de se faire "avaler" par la Chine est incité à adopter une attitude de plus en plus belliqueuse envers cette dernière. Le continent asiatique qui abrite désormais plus de la moitié de l'humanité est ainsi devenu une gigantesque poudrière. Tous les ingrédients sont réunis pour une explosion difficilement contrôlable de cette partie du monde dans les mois à venir.

Vers un éclatement des restes de la fédération yougoslave

En même temps, dans les Balkans, la situation n'est nullement réglée. Au contraire. La présence des grandes puissances sur le terrain ne fait qu'attiser le déchaînement des haines entre communautés ethniques, chacune soutenue plus ou moins ouvertement par l'un ou l'autre de ces vautours impérialistes (voir article de première page). Et surtout, la situation menace de dégénérer au coeur même de ce qui reste de la fédération yougoslave. Deux enjeux de taille émergent aujourd'hui. Comment va s'orienter le Monténégro qui manifeste de plus en plus de velléités d'autonomie par rapport au pouvoir de Belgrade ? S'il se séparerait de la Serbie, celle-ci perdrait tout accès à la mer et une course de vitesse est déjà engagée avec pour enjeu : vers quelle grande puissance le Monténégro se tournerait pour "assurer sa protection" ? Si ce contrôle était assuré par l'Allemagne, celle-ci s'ouvrirait une voie royale pour réaliser son

rêve d'accès aux mers chaudes, via la Slovénie, la Croatie et le Monténégro. Quant à l'avenir de la Serbie elle-même, noyau de la RFY, il est tout aussi incertain. Si celui de Milosevic, discrédité et contesté de toutes parts est des plus précaire, qui peut lui succéder ? Les manifestations récentes ont mis en lumière l'ampleur des divisions entre les opposants. Derrière la vieille rivalité entre les prétendants les plus ambitieux, Vuk Draskovic (soutenu par la France) et Zoran Djadjik, se pose la question : sous quelle influence impérialiste va tomber la Serbie ? A ces deux niveaux, se joue une partie d'une importance cruciale qui va déterminer une évolution profonde du rapport de forces entre les grandes puissances dans les Balkans tout en risquant d'impliquer et d'entraîner dans une spirale meurtrière un plus grand nombre de puissances régionales, des Etats riverains du Danube comme la Hongrie et la Bulgarie jusqu'à la Turquie ou la Grèce. C'est un nouveau risque majeur de dégénérer vers davantage de chaos et de tensions guerrières qui est contenu dans une telle situation.

Une extension générale du chaos et de la barbarie guerrière

De plus, l'enfoncement toujours plus vertigineux de la Russie dans les miasmes de la décomposition et les "scandales" quasi-quotidiens au sein d'un pouvoir mafieux discrédité provoquent une fuite en avant de l'Etat russe dans de nouvelles aventures guerrières au Daghestan, qui s'annoncent, quatre ans après, pires que le borborygme précédent en Tchétchénie. Ce qui constitue plus que jamais une menace d'extension du

chaos comme une trainée de poudre à travers tout le Caucase et même au-delà, avec les rébellions de fractions islamistes qui viennent ébranler les fragiles républiques d'Asie centrale, risquant de remettre à feu et à sang l'ex-URSS, y compris avec les dangers liés à l'arsenal nucléaire disséminé dans tous ces territoires.

Non seulement les grandes puissances entretiennent les foyers d'incendie qu'elles ont elles-mêmes allumés au gré de leurs propres intérêts, comme l'atteste le pilonnage méthodique, intensif et sans relâche depuis des mois par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sur l'Irak, mais elles n'hésitent pas à ranimer d'autres brasiers qui semblaient en voie d'extinction. C'est le cas en Afghanistan, où se développe une nouvelle offensive menée par les rebelles pachtouns du commandant Massoud, appuyée par la France contre le gouvernement des talibans, toujours soutenu par les Etats-Unis.

Même quand une grande puissance parvient à imposer une stabilisation relative de la situation dans une région du monde pour préserver son pré carré, ces tentatives se heurtent à un écheveau d'intérêts particuliers contradictoires, en général utilisées par leurs principaux concurrents impérialistes. Ainsi, alors qu'au Moyen-Orient, les Etats-Unis ont réussi à remplacer à la tête de l'Etat d'Israël Netanyahu par le plus docile Barak dans la perspective de faire enfin appliquer les accords de Wye Plantation et le retrait israélien du Sud-Liban, ce dernier, tout autant que son prédécesseur, se voit contraint de composer, au sein de la coalition qu'il a formée, avec des fractions violemment hostiles à cet accord. Et, pendant ce

(SUITE PAGE 5)

Kouchner : une serviteur zélé de l'impérialisme français

"*Je voulais être ministre de la Santé*", disait Bernard Kouchner en 1993. En devenant "administrateur civil provisoire du Kosovo", il dépasse largement son ambition première.

Son bilan de ministre a montré des aptitudes de gestionnaire du capital, sa grande capacité à porter des attaques antiouvrières. Le maroquin en poche, il n'aura pas fallu plus d'un an au "*french Doctor*" pour apposer définitivement son empreinte. Son indignation émue, largement médiatisée et dont il avait su faire son fonds de commerce lui sera d'un grand recours une fois installé dans les dorures de l'Etat. Le visage abject du bourgeois "responsable" apparaîtra quand même dans toute sa splendeur : réductions de moyens et de lits pour les hôpitaux, attaques sur la couverture des soins au nom de la "protection" de la Santé publique, rien ne sera oublié. Et les misérables, auxquels il tendait la main dès qu'une caméra pointait le bout de son objectif, crèvent aujourd'hui à la porte des urgences : il participent sans doute ainsi à la "*modernisation du système de santé*"...

C'est que le devoir d'un ministre n'a jamais été de réduire la misère ni la pauvreté, mais bien de défendre, la conscience tranquille, les intérêts de la classe dominante. Et, dans ce domaine, Kouchner avait déjà montré dans sa carrière de baroudeur au grand cœur sa capacité illimitée à se mettre au service de la bourgeoisie.

C'est notamment dans le domaine humanitaire qu'il a offert son plus beau profil d'illustre crapule. Au nom de la "*protection des populations menacées*", il se fera le propagandiste le plus zélé du "droit d'ingérence" cher à Mitterrand et qui servira d'incontournable sésame aux grandes puissances pour répandre la mort et la misère sur toute la planète, tout en jouant de la phraséologie la plus moralisatrice en prenant des airs de Sainte-Nitouche. Du Biafra au Kosovo en passant par la Somalie et la Bosnie, il aura promené sa blouse blanche de

"médecin humanitaire" pour couvrir les exactions guerrières de l'Etat français.

En 1992, alors que les Rangers américains posaient le pied en Somalie, tout près des positions stratégiques de la France dans la Corne africaine, Kouchner fera front, jouera la corde sensible de la solidarité et, usant d'un discours culpabilisant des plus immondes ("*On ne peut humainement pas rester sans rien faire*"), ira jusqu'à utiliser l'innocence des enfants pour acheminer des sacs de riz qui finiront entre les mains des bandes rivales maîtres de Mogadiscio. Ainsi, dès le départ des troupes, la situation en Somalie ne cessera (et n'a pas cessé depuis) de s'aggraver, dévastant le pays sous les balles des gangsters locaux, abandonnant la population à la famine et la maladie. Mais plus de Kouchner à l'horizon de l'Océan indien !

Celui-ci, comme tout bourgeois, ne s'émeut des enfants décharnés ou agonisant sous les bombes que dans la mesure où il peut y trouver une justification à l'intervention militaire de l'impérialisme français. L'action de tels valets de la classe dominante sert avant tout de couverture idéologique à la mise en place directe d'avant-postes stratégiques en vue d'une intervention militaire.

Le nouveau "gouverneur" du Kosovo peut donc tranquillement savourer le couronnement de sa carrière de grand larbin du capital, servilement dévoué à la "*politique de [son] pays*", choisie selon ses propres mots par l'ONU. Ce pèlerin des basses oeuvres guerrières peut s'indigner des conditions de vie "*inacceptables*" des minorités du Kosovo, il ne nous fera pas oublier que, depuis trente ans, il marche sans vergogne et pour le compte de l'impérialisme français sur des cadavres, avec à la bouche les mots vains et mensongers de "paix", de "droits de l'homme", de "solidarité" et de progrès social".

H.

TREMBLEMENT DE TERRE EN TURQUIE

La catastrophe, c'est le capitalisme

Le tremblement de terre qui vient de tuer ou blesser des milliers de personnes en Turquie, parmi les plus pauvres et démunies, est la manifestation criante de la vulnérabilité croissante de la société face aux catastrophes dites naturelles et aussi de l'impuissance croissante des Etats à réagir face aux conséquences immédiates des sinistres.

Les promoteurs et l'Etat sont à juste titre l'objet de la vindicte populaire en Turquie à cause de leurs responsabilités écrasantes dans l'ampleur des ravages occasionnés dans la population par le séisme. En effet, les ruines des immeubles qui se sont effondrés comme des châteaux de cartes montrent à l'évidence que "*les constructeurs, pour augmenter leurs bénéfices, utilisent des matériaux bon marché et rognent sur la qualité et la quantité de ciment nécessaire à la consolidation des bâtiments*" (*Le Monde* du 19 août). De plus, c'est un fait reconnu de tous, l'absence ou la paralysie des pouvoirs publics pour porter secours aux victimes est venue alourdir un bilan déjà meurtrier.

Dans ces conditions, les médias turcs n'avaient d'autre solution que de se faire l'écho de la colère dans la population suscitée par ce qui était ressenti comme une nouvelle injustice sociale. Aller contre cette colère ou même l'ignorer n'auraient fait que l'alimenter. Quant à nos grandes démocraties, si elles se sont également fait les porte-paroles indignés de la protestation contre

l'incurie des pouvoirs publics turcs, c'est pour mieux y opposer et exhiber l'efficacité et la prétendue générosité de l'aide internationale à laquelle elles auraient contribué sans compter. En réalité, le sinistre en Turquie et l'incurie des pouvoirs publics de ce pays ont constitué pour les différentes puissances une opportunité pour tenter d'y développer ou renforcer leur influence. C'est la raison pour laquelle, comme l'illustrent des témoignages de membres d'ONG ("organisations non gouvernementales"), on a assisté à une véritable ruée des secours internationaux dont les équipes ont joué des coudes pour s'imposer sur le terrain.

On a ainsi vu les Etats-Unis et l'Allemagne, concurrents directs pour le contrôle de la Turquie, se précipiter pour être les premiers à offrir leur soutien logistique au régime d'Ankara. Une fois encore, c'est le prétexte "humanitaire" qui sert cyniquement de masque à la bourgeoisie pour travestir ses visées impérialistes. Il n'y a pas si longtemps encore, dans ses commentaires sur les catastrophes naturelles et leurs conséquences, la bourgeoisie se limitait fondamentalement à invoquer l'incurie de boucs émissaires ou la fatalité. Elle se risque aujourd'hui à des explications faisant intervenir de façon centrale des problèmes de société. Ainsi, Kofi Annan déclarait le 5 juillet à Genève que "*les catastrophes naturelles ne sont peut être pas aussi naturelles que ça*". Il

devient effectivement difficile de dissimuler la vraie cause du problème quand, en cette fin de siècle, des moyens technologiques et scientifiques inégaux dans l'histoire de l'humanité seraient à même de lui épargner l'essentiel des conséquences de phénomènes tels que tremblements de terre, inondations, etc. qui n'ont pourtant jamais été aussi dévastateurs (1). Ce qu'amène en fait cette "prise de conscience" subite de la bourgeoisie, ce n'est ni plus, ni moins que le mensonge selon lequel il serait possible d'améliorer la situation sur ce plan au sein du capitalisme : "*Ce qu'il faut faire, nous le savons. Il reste maintenant à mobiliser la volonté politique*" (Kofi Annan, *ibid.*). La seule politique à même d'en finir avec ces calamités, et toutes les autres dont le capitalisme en crise est à l'origine, les famines, la généralisation de la guerre et du chaos, l'empoisonnement de notre alimentation, la pollution de la planète, c'est justement, messieurs de la bourgeoisie, le renversement de ce système d'exploitation dont la seule finalité est le profit.

B (26 août)

(1) Dans notre presse, voir notamment les articles "Mensonges et vérités de l'écologie : c'est le capitalisme qui pollue la terre" (*Revue Internationale* n°63, 4e trim. 1990) et "Inondations en Chine : une catastrophe naturelle ?" (*RI* n° 282, sept. 1998).

PUBLICATIONS
DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 165
1960 AD Heemskerk- HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

LE CCI SUR INTERNET :
www.internationalism.org

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F
(15,3 E)- ETRANGER : 100 F (15,3 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la Revue internationale) :
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :
110 F (16,8 E)-
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5 E)
- ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR
AVION : 220 F (33,6 E).

ABONNEMENT DIFFUSEUR
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :
400 F (61,1 E).
-Revue internationale : abonnement à
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des
réunions publiques et des **permanences** dans plu-
sieurs villes.
Alors que, dans les **réunions publiques**, les discus-
sions s'organisent autour d'un thème précis introduit
par un bref exposé de notre organisation, dans les
permanences, le débat se développe à partir des ques-
tions et préoccupations des participants (actualité, his-
toire du mouvement ouvrier, approfondissement des
positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

**La gauche dans la majorité des
gouvernements actuels: une
stratégie de la bourgeoisie
contre la classe ouvrière**

LYON : le samedi 11 septembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus
27, 37, 38, arrêt Antonins).

**MARSEILLE : le samedi 18 septembre de
15h à 18h.**
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie du
M° Chartreux.

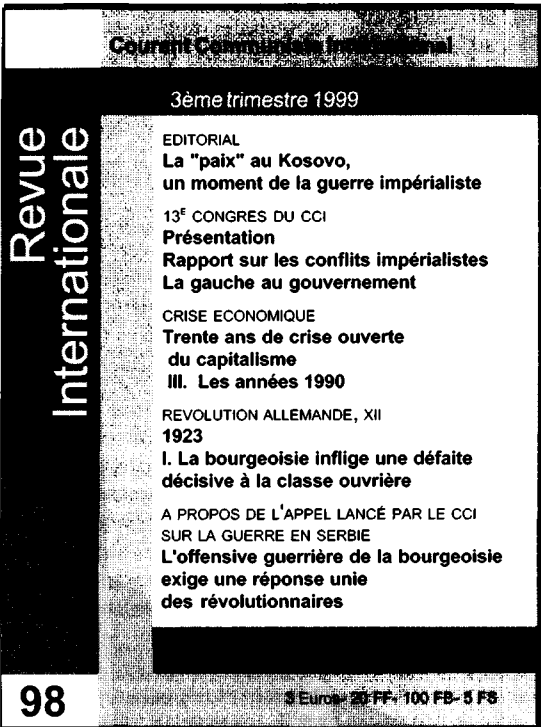
NANTES : le samedi 11 septembre à 17 h
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-
Duchaffaut (quartier Mellinet).

PARIS : le samedi 11 septembre à 16 h
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

**TOULOUSE : le vendredi 24 septembre à
20 h30.**
Rendez-vous sur la place de l'église de la
Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

TOURS : le samedi 11 septembre à 15 h
9, place de la Tranchée (en haut de l'av. de la
Tranchée).

Lisez la Revue
Internationale
Vient de paraître :



La Revue Internationale est maintenant distribuée par
les NMPP, n'hésitez pas à la demander à votre librairie.

GRENOBLE

Permanence le samedi 2 octobre, de 15 h à 17 h, Le
Tonneau de Diogène, 6, place St-André, salle au fond du
bar.

Vente de la presse le samedi 2 octobre de 11h à 12h à
l'angle des rues de Bonne et Blanchard.

LILLE

Braderie : Un stand sera tenu le dimanche 5 septembre rue
Gosselet, à l'angle de l'avenue J.B. Lebas.

Permanence le samedi 25 septembre à 14 h 30 à la MNE,
23, rue Gosselet.

Vente de la presse le dimanche 19 septembre de 11h à 12h
au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle de la
rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des Sarrazins.

LYON

Permanence le samedi 11 septembre de 18h à 21h, au
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38,
arrêt Antonins).

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi
du mois de 17 h à 18 h

MARSEILLE

Permanence le samedi 18 septembre de 18h30 à 21h (à la
suite de la réunion publique ou rendez-vous à partir de
18h15 à la sortie du métro Chartreux) et le samedi 9 octobre
de 18h30 à 21h, au buffet Cafétéria de la gare St Charles.
Vente de la presse le samedi 18 septembre de 11h30 à
12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue
Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Permanence le samedi 11 septembre à 20h, à la salle de la
Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffaut (quartier Mellinet).

PARIS

Permanence le samedi 25 septembre exceptionnellement de
17h à 19h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Alligre (place d'Alligre,
Paris 12^e, M° Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de
11h45 à 13h.

ROUEN

Vente de la presse le dimanche 12 septembre de 11h à 12h,
au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE

Permanence le vendredi 10 septembre à partir de 18 h 30.
Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-
Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 12 et 19 septembre de
10h30 à 12h, au marché aux Puces (place St-Sernin), et le
dimanche 19 septembre de 11h à 12h30 au marché aux
légumes (Jeanne-d'Arc.)

TOURS

Permanence le samedi 11 septembre à 18h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois de 10h30
à 11h30, au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la
Mairie.

APPEL
A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi
par des souscriptions. Nous avons ouvert une
souscription permanente pour le soutien de notre
journal et de notre intervention.

Vos contributions sont les bienvenues au compte
de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être
données lors de nos interventions.

Souscriptions du mois

D (Rouen) : 300. **Lille** : Permanence du 19 juin : H :
40 ; Kc : 20 ; R : 20. **Paris** : Permanence du 26 juin :
A : 400. Permanence du 10 juillet : A1 : 100 ; X : 100.
Toulouse : Permanence du 21 mai : C : 10 ; JC : 50 ;
Cris : 50 ; D : 50. Réunion publique du 25 juin : D :
100 ; Ja : 50 ; Lu : 50 ; Chri : 100 ; Jo : 120 ; A : 200 ;
Ch : 100. Permanence du 9 juillet : M : 24 ; Vi :
100 ; CH : 100 ; Jo : 50 ; A1 : 50.

Total : 1884 F

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger
18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)
**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Plate-forme et Manifeste du
C.C.I.**
(15 F + 8F/18F)

**Organisation communiste
et conscience de classe**
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période
de transition** (20 F + 8 F/18F)

**Bilan de la lutte des infirmières
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)
**Luttes dans la fonction publique
de décembre 95**
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI
(tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

APPEL
AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que
les révolutionnaires doivent faire face à
des tâches gigantesques. C'est pourquoi
nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent colla-
borer à la diffusion de nos publications,
comme certains nous l'ont déjà proposé.
Les informations dont ils peuvent dispo-
ser sur ce qui se passe autour d'eux, les
comptes rendus des discussions qu'ils
peuvent avoir dans les rangs ouvriers
nous seraient également utiles, vu les
difficultés auxquelles se heurte le prolé-
tariat aujourd'hui. Enfin, nous avons be-
soin que notre presse soit déposée dans
les librairies ou dans les kiosques, et il est
souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régu-
lier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion
pour renouveler nos appels à ce que des
critiques ou commentaires nous parvien-
nent.

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu

BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.

BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^{te}.
Catherine.

BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-FD : Le
Papyvire - 3, rue de l'Ente.
Maison de la Presse - place
de Jaude.

DIEPPE : Maison de la
Presse - 102, Grande-Rue.

DUNKERQUE : Maison
de la Presse - 34, rue
Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue
Saint-Laurent.

LAVAL : Point presse
Centre C^{iel} La
Mayenne.

LE HAVRE : Presse
des Halles - 27, place
des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie- 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.

LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).

MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^e).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.

MELUN : La Porte
Ouvverte - 19, rue du G^{nl}-de-
Gaulle.

MONTAUBAN : Maison
de la Presse - rue de la
République.

MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur.

NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.

ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-
la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge
- 1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 8, rue de
Romainville (19^e,
M°Telegraphe). Le Point
du jour - 58, rue Gay-
Lussac (5^e).

SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet.

SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.

Voix au Chapitre - 67,
rue Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{le}-Leclerc.

TOULOUSE : "Tabac-
Journaux - 8, rue du
Poids-de-l'huile. FNAC-
81, bd Carnot. Les
Arcades - pl. du Capitole.

TOURS : Librairie -
104, rue Colbert.

LA PRÉSENCE DE LA GAUCHE DANS LA MAJORITÉ DES GOUVERNEMENTS ACTUELS

Une stratégie de la bourgeoisie contre la classe ouvrière

Sur les quinze pays de l'Union Européenne, il n'y en a que deux qui ne sont pas gouvernés par la gauche ou dans lesquels la gauche n'est pas représentée au gouvernement : l'Irlande et l'Espagne. Ceux-ci ne sont pas à proprement parler des pays de premier plan parmi les pays industrialisés significatifs des choix politiques de la bourgeoisie. Par ailleurs, la première puissance mondiale, les Etats-Unis, est elle aussi gouvernée par la gauche. On peut donc parler d'une réelle tendance actuelle d'accession de la social-démocratie au gouvernement. Celle-ci est le résultat d'une stratégie délibérée à l'échelle internationale car, comme nous allons le voir (1), il existe un faisceau de facteurs conduisant à la nécessité pour la bourgeoisie de jouer cette carte, tous ces facteurs ayant un lien direct ou indirect avec la question de la lutte de classe.

La bourgeoisie ne réagit pas au coup par coup aux contradictions qui assaillent son système, au premier plan desquelles se trouve la lutte de classe, mais au contraire anticipe leur surgissement en déployant les stratégies les plus à même d'y faire face. Au sein de celles-ci, les partis de gauche ont souvent une importance de premier ordre du fait que, depuis qu'ils ont trahi le camp du prolétariat pour celui de la bourgeoisie, ils ont une fonction fondamentale au sein de l'appareil politique bourgeois, celui de l'encadrement de la classe ouvrière.

Mais le rôle attribué à ces partis traités au prolétariat par les plans de la bourgeoisie dépend des circonstances. "Sa fonction antiouvrière, la gauche ne l'accomplit pas uniquement et même pas généralement au pouvoir. La plupart du temps, elle l'accomplit plutôt dans l'opposition parce qu'il est généralement plus facile de l'accomplir en étant dans l'opposition qu'au pouvoir. En règle générale, la participation de la gauche au pouvoir n'est absolument nécessaire que dans deux situations précises : 1) dans l'union sacrée en vue de la guerre pour entraîner les ouvriers à la défense nationale ; 2) dans une situation révolutionnaire pour contre-carrer la marche de la révolution. En dehors de ces deux situations extrêmes, dans lesquelles la gauche ne peut pas ne pas s'exposer ouvertement comme défenseur inconditionnel du

Retarder les surgissements massifs de la lutte de classe

La stratégie actuelle de la bourgeoisie fait suite à celles de la gauche au pouvoir dans les années 70 et de la gauche dans l'opposition dans les années 80. Dans les années 70, l'arrivée de la gauche au pouvoir, dont la manifestation la plus typique est celle du gouvernement travailliste en Grande-Bretagne en 1974, se fait à chaud face à des

mouvements de lutte sociale très importants exprimant une combativité massive. Le programme de la gauche se présentait comme une véritable "alternative au capitalisme" (Mitterrand à l'époque parlait de "rupture avec le capitalisme"). Le langage politique électoral de la gauche était destiné à canaliser, focaliser, la colère et la combati-

vité ouvrières autour de la perspective de la gauche au gouvernement. Soit la perspective ne se réalisait pas et on disait à chaque élection aux ouvriers "votez pour la gauche, cela va changer". Soit elle se réalisait et on disait "on ne peut pas tout faire tout de suite, il faut attendre, etc. parce que de toutes façons, il faut réparer les dégâts faits par la droite, mais faites-vous confiance ... et pour le moment, évidemment, ne faites pas grève, sinon vous saboteriez l'alternative de gauche".

Cependant, face à des surgissements massifs de la lutte de classe, un changement de stratégie consistant à placer la gauche dans l'opposition s'était imposée à la bourgeoisie, à la fin des années 70. La gauche au gouvernement ou sa perspective n'étant plus alors en mesure de les empêcher, il fallait les affaiblir au moyen d'un partage du travail entre la droite au gouvernement, assumant les attaques contre la classe ouvrière et la gauche dans l'opposition, avec un langage radical de dénonciation du gouvernement pour être à même de saboter de l'intérieur la réponse ouvrière.

L'effondrement du bloc de l'Est et le recul profond que son utilisation idéologique par la bourgeoisie entraînerent dans la prolétariat vinrent radicalement modifier les données du rapport de force entre les classes. La faiblesse de la lutte de classe est alors telle qu'elle "n'impose plus à la bourgeoisie, pour un certain temps, l'utilisation prioritaire de la stratégie de gauche dans l'opposition" (3). Cependant, pour aussi profond qu'ai été ce recul de la lutte de classe, le cours historique vers des affrontements de classe décisifs n'a pas été inversé en faveur d'une perspective de marche à la guerre.

L'arrivée des partis de gauche au gouvernement, dans les années 90, est donc permise par la nouvelle donne du rapport de force entre les classes. Mais la stratégie actuelle de gauche au gouvernement n'est pas la répétition de celle des années 70. Lorsqu'aujourd'hui les partis de gauche se présentent aux élections ou bien arrivent au gouvernement, ils ont un langage extrêmement modéré. Aujourd'hui il n'y a pas une situation d'urgence, il n'y a pas de luttes massives comme il y a 25 ans. En ce sens, la venue des partis de gauche au

gouvernement n'apparaît pas comme un moyen de déjouer la combativité ouvrière, de la canaliser.

Néanmoins elle s'adresse encore essentiellement à la classe ouvrière. En effet, elle correspond à une stratégie, valant à l'échelle internationale dans les pays les plus industrialisés (4), qui vise à retarder les surgissements des luttes massives de la classe ouvrière.

De plus en plus et en particulier face à l'intensification des attaques capitalistes, la classe ouvrière est de nouveau en train de lutter, même si c'est encore de façon très dispersée. La bourgeoisie est parfaitement consciente que des luttes massives permettront à la classe ouvrière, en reprenant confiance en elle, de surmonter le poids du recul de sa conscience consécutive à l'effondrement du bloc de l'Est et de retrouver le chemin vers une perspective révolutionnaire. Même si elle ne peut se dispenser de porter des attaques de plus en plus

Le renforcement de l'intervention de l'Etat

Sur le plan de la gestion de la crise économique il existe également des éléments qui vont en faveur d'une venue de la gauche au gouvernement dans la plupart des pays. C'est notamment l'échec aujourd'hui patent des politiques ultra-libérales dont Reagan et Thatcher étaient les représentants les plus notables. Evidemment, la bourgeoisie ne peut faire autre chose que de poursuivre les attaques économiques contre la classe ouvrière. De même elle ne reviendra pas sur les privatisations qui lui ont permis à la fois de soulager les déficits du budget de l'Etat, de mieux rentabiliser un certain nombre d'activités économiques et d'éviter la polarisation immédiate des conflits sociaux, dès lors que le patron est l'Etat lui-même.

Cela dit, la faillite des politiques ultra-libérales (qui s'est exprimée notamment avec la crise asiatique) ap-

portée de l'eau aux tenants d'une politique de plus grande intervention de l'Etat. Cela est valable au niveau des discours idéologiques : il faut que la bourgeoisie fasse semblant de présenter l'aggravation de la crise comme le résultat de ses erreurs, afin que celle-ci ne favorise la prise de conscience du prolétariat. Mais c'est également valable au niveau des politiques réelles : la bourgeoisie prend conscience des "excès" de la politique "ultra-libérale". Dans la mesure où la droite était fortement marquée par cette politique de "moins d'Etat", la gauche est, pour le moment, la plus indiquée pour mettre en œuvre un tel changement. La gauche ne peut pas rétablir "l'Etat providence" mais elle fait semblant de ne pas trahir complètement son programme en rétablissant une plus grande intervention de l'Etat dans l'économie.

portes de l'eau aux tenants d'une politique de plus grande intervention de l'Etat. Cela est valable au niveau des discours idéologiques : il faut que la bourgeoisie fasse semblant de présenter l'aggravation de la crise comme le résultat de ses erreurs, afin que celle-ci ne favorise la prise de conscience du prolétariat. Mais c'est également valable au niveau des politiques réelles : la bourgeoisie prend conscience des "excès" de la politique "ultra-libérale". Dans la mesure où la droite était fortement marquée par cette politique de "moins d'Etat", la gauche est, pour le moment, la plus indiquée pour mettre en œuvre un tel changement. La gauche ne peut pas rétablir "l'Etat providence" mais elle fait semblant de ne pas trahir complètement son programme en rétablissant une plus grande intervention de l'Etat dans l'économie.

La gauche "va-t-en guerre"

Dans certains pays, en Grande-Bretagne par exemple où les conservateurs sont divisés (entre les pro-américains et les partisans de la rupture de l'alliance historique avec Washington), la gauche est plus homogène pour assurer la défense des intérêts impérialistes nationaux. Mais, dans tous les pays, il se trouve que la gauche est mieux à même que la droite d'assumer les poli-

tiques impérialistes dans les conditions actuelles. Une telle supériorité de la gauche résulte à la fois de la nécessité pour chaque bourgeoisie des pays centraux d'une participation croissante aux conflits militaires qui ravagent le monde et de la nature même de ces conflits. En effet, ces derniers se présentent souvent comme d'horribles massacres de

(SUITE PAGE 4)

NOS POSITIONS

- * Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- * La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- * Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- * Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- * Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- * Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- * Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- * Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- * Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- * Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- * La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- * La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- * L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

- en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.
- NOTRE ACTIVITE
 - La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
 - L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
 - Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.
- NOTRE FILIATION
 - Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.